



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les perspectives de développement de la production de canne à sucre

J. Wintrebert

Citer ce document / Cite this document :

Wintrebert J. Les perspectives de développement de la production de canne à sucre. In: Économie rurale. N°116, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - deuxième partie. pp. 34-40;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2454>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_116_1_2454

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE CANNE A SUCRE

J. WINTREBERT

Directeur du Bureau interprofessionnel d'études statistiques sucrières

L'économie mondiale de la canne à sucre est en pleine mutation : derrière l'image traditionnelle que nous connaissons de ce roseau sucré, tout auréolée d'exotisme, se profile un produit nouveau dont la place se situe dans une économie de marché essentiellement concurrentielle.

Avant de décrire ce nouveau visage de la canne et de formuler des hypothèses sur son avenir économique, rappelons quelques traits caractéristiques de son passé récent.

Des structures artificielles

Une première constatation domine cette analyse historique. Dans sa phase coloniale, et jusqu'au milieu du siècle dernier, la culture de la canne a connu une implantation géographique et des structures de production liées aux intérêts particuliers, aux besoins intérieurs et aux visées commerciales des puissances européennes colonisatrices.

C'est dire que cette implantation ne tenait pas forcément compte des impératifs agronomiques, de l'équilibre des activités, du contexte économique-social, en un mot de tous les problèmes de développement auxquels se sont trouvés confrontés ces territoires de production lorsqu'ils ont dû brusquement, au XX^e siècle, assumer leur indépendance.

Sous l'ère coloniale, la canne a imposé à un certain nombre de pays des structures économiques qui pouvaient se concevoir dans un cadre plus large, mais qui constituent un lourd héritage, par exemple, pour des îles montagneuses surpeuplées dont l'étroite bande littorale est encore consacrée en majeure partie à la monoculture de cette plante sucrière.

Le cas de l'île Maurice est peut-être le plus symptomatique : ce pays, dont la population atteindra bientôt un million d'habitants, bat le record mondial de la monoculture. La canne y occupe environ 93 % de la surface agricole, soit 87.000 hectares, les autres productions agricoles n'occupant guère que 4.000 hectares dont à peine 2.500 sont consacrés à des cultures

vivrières. Or les trois quarts des habitants de l'île sont d'origine asiatique et consomment du riz qui doit être importé, à raison de 98 % des besoins. Il n'est pas exagéré de dire que toute la vie de l'île est supportée par ses exportations sucrières qui ont représenté, en 1973, 86 % de la valeur totale de son commerce extérieur.

Maurice est le cas extrême, mais il est loin d'être le seul. On remarque les mêmes contradictions dans la plupart des pays où la canne a été implantée à la faveur des colonisations européennes et où l'accession à l'indépendance n'a pas été marquée par une révision ou une rationalisation des politiques agro-économiques.

Cette constatation ne s'applique pas seulement aux anciennes dépendances britanniques. D'autres grandes îles à sucre, telles que Cuba, les Philippines, Saint-Domingue, ont voulu contre vents et marées conserver à la canne sa place prédominante dans leur agriculture, acceptant délibérément soit de rester tributaires d'un marché mondial anarchique (c'était le cas de Cuba), soit de lier leur sort économique au Sugar Act des Etats-Unis (c'était le cas des Philippines et de la République Dominicaine). Ces interdépendances n'ont pas favorisé l'épanouissement socio-politique de ces pays.

Canne-betterave, une rivalité dépassée

Un autre aspect de l'évolution contemporaine de l'économie sucrière éclaire toute prospective sur l'avenir de la canne. Il s'agit de l'expansion prodigieuse des besoins en sucre de l'humanité depuis le début du siècle.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la consommation mondiale, en 1900, était évaluée à 8 millions de tonnes. Elle dépasse 80 millions de tonnes aujourd'hui, soit dix fois plus. Le rythme de croissance des besoins devrait s'accélérer encore dans les prochaines années si l'expansion de la production peut précéder l'expansion de la consommation.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui : le monde sucrier traverse une crise d'adaptation à laquelle il est difficile de trouver une explication logique et dont aucune solution cohérente n'apparaît à l'horizon.

Mais la croissance prodigieuse du marché montre combien est dépassée la fameuse dualité canne-betterave qui a alimenté tant de polémiques au 19^e siècle et dont quelques combattants d'arrière-garde tentent parfois de ranimer la cendre. La compétitivité entre la canne et la betterave a certes été bénéfique pour le consommateur, suscitant une émulation technique remarquable, donnant au marché un aspect concurrentiel, permettant une diversification des zones de production qui a été un facteur d'équilibre, annulant par un système de compensation naturelle les trop grandes fluctuations climatiques, soustrayant également le marché du sucre à des incidences socio-politiques dont l'exemple du pétrole montre à quel point elles peuvent bouleverser la vie des nations industrialisées.

La complémentarité des deux productions de canne et de betterave a donc été, et reste, un facteur de sécurité indéniable pour l'approvisionnement mondial. Mais l'avenir de la canne n'implique plus un rapport de forces entre les deux plantes sucrières. L'économie de la canne est confrontée à de nouveaux problèmes qui lui sont spécifiques et qui se posent en termes de technologie, d'adaptation à la mécanisation, de répartition des cultures, de structures et d'efficacité agromomique.

La canne a su conserver et même améliorer son importance relative dans l'expansion constatée depuis le début du siècle. En 1900, elle représentait 46 % de la production mondiale, contre 54 % à la betterave. Le rapport est aujourd'hui d'environ 60 % pour la canne et de 40 % pour la betterave. La proportion actuelle reflète le dirigisme assez étroit qui régit partout la production du sucre de betterave face aux fluctuations assez libres de la canne.

Vulnérabilité des exportateurs

Une autre observation est indispensable si l'on veut juger sainement de l'évolution du marché : elle a trait à l'importance démesurée prise par les exportations dans l'économie sucrière des grands producteurs traditionnels. On peut dire que jusqu'aux années 1960 la canne a été principalement produite en vue de l'exportation, généralement à des milliers de kilomètres des marchés de consommation des pays industrialisés. De ce fait, la caractéristique principale de l'économie des pays exportateurs en voie de développement a été la vulnérabilité, l'asservissement à un marché libre spéculatif et le désir de sortir à tout prix de l'insécurité, soit par l'adhésion à un système préférentiel tel que le Sugar Act des Etats-Unis ou le Commonwealth Sugar Agreement du

Royaume-Uni, soit par l'édification d'un Accord International dont le principe de base était le contingentement des exportations.

Aucun de ces accords ne fonctionne plus. Le Sugar Act et l'Accord International n'ont pas résisté à la flambée des cours mondiaux provoquée par le déséquilibre de la situation statistique. Quant au Commonwealth Sugar Agreement, l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE l'a rendu caduc. Les producteurs en voie de développement de l'ancien Accord britannique ont retrouvé dans la Convention de Lomé, signée en 1975, des garanties d'écoulement équivalentes et des garanties de prix infiniment supérieures à celles que leur offrait jadis leur ancien tuteur.

Mais revenons à l'importance relative du commerce extérieur dans la production de la canne pour faire une constatation capitale : le commerce extérieur du sucre, et particulièrement celui du sucre de canne, ne cesse de diminuer en valeur relative au profit de l'auto-consommation.

Objectif : l'autosuffisance

Quelques chiffres montrent cette évolution. En 1900, 60 % de la production mondiale de sucre étaient exportés. Les statistiques du Conseil International du Sucre montrent que, pour la période quinquennale de 1901 à 1905, la moyenne des exportations a été de 5.980.000 tonnes pour une moyenne de production de 10.100.000 tonnes. A cette époque, les îles Caraïbes et l'Amérique Centrale exportaient 84 % de leur production, l'Amérique du Sud 76 % de sa production.

Cinquante-cinq ans plus tard, pendant la période quinquennale 1956-1960, les exportations mondiales atteignaient 17.290.000 tonnes, mais ne représentaient plus que 38 % de la production dont le niveau était monté à 45 millions de tonnes.

En 1974-75, les exportations mondiales ont été estimées à 24.300.000 tonnes pour une production de 79.520.000 tonnes. Elles ne représentent plus que 30,6 % de la production. Ainsi, le volume relatif du sucre faisant l'objet d'échanges a diminué de moitié depuis le début du siècle. Cette constatation est lourde de conséquences pour l'avenir du sucre, et particulièrement du sucre de canne, en tant que produit d'exportation car, selon toute vraisemblance, cette marche vers l'autosuffisance va se poursuivre.

En fait, sous l'effet combiné de la pression des besoins et des fluctuations ahurissantes des cours mondiaux, on a assisté, presque insensiblement, au cours des années récentes, à un bouleversement de la géographie et des structures de l'économie de la canne.

L'analyse des principaux facteurs de cette évolution dégage les tendances futures de la production.

Déplacement de la demande

Jusqu'à la seconde guerre mondiale et pendant les premières années qui l'ont suivie, les grands marchés de consommation se situaient dans les pays industrialisés de l'hémisphère occidental. Les échanges internationaux étaient relativement « figés » en dépit du caractère extrêmement mouvant des cours mondiaux. Les accords internationaux avaient consacré, en quelque sorte, l'existence d'un club des exportateurs dont Cuba était le chef de file et dont la seule pensée commune, le seul lien était la crainte de la surproduction et d'un effondrement des cours mondiaux. Il n'existait entre eux aucun plan d'expansion à long terme.

C'est pourquoi l'expansion sucrière, depuis le début du siècle, s'est toujours développée en dents de scie par le jeu d'une sorte d'auto-régulation naturelle dont le mécanisme est bien connu : un excédent de production et la baisse des cours qui s'ensuivait avait pour double effet d'accélérer la consommation et de freiner la production. Inversement, l'accroissement des besoins raffermissait les cours et tirait la production. Finalement, ce système simpliste et spontané — qui entretenait un climat de crise quasi-permanent — s'est révélé efficace puisqu'il a permis, par exemple, une expansion des besoins de 3,7 % par an entre 1950 et 1972.

Mais l'expansion peu à peu a changé de camp. Avec un niveau de consommation de 40 kilos par habitant en Europe et 50 kilos en Amérique du Nord, les pays industrialisés forment aujourd'hui un marché relativement saturé. Au contraire, les consommateurs du Tiers Monde représentent encore un immense marché potentiel. En Asie, la consommation, pour l'ensemble du continent, est évaluée à 8 kilos par personne. Ceci pour plus de 2 milliards d'habitants. Elle est du même ordre en Afrique noire : moins de 12 kilos, pour 350 millions d'habitants.

Tous les pays peuvent produire du sucre

La nouvelle expansion des besoins s'effectue donc en majeure partie dans des pays à bas niveau de vie, dont les monnaies sont faibles et qui ne peuvent envisager de recourir à des importations massives. Aussi un grand nombre de pays manifestent aujourd'hui l'ambition de fonder leur propre industrie sucrière, tandis que ceux qui produisent déjà augmentent leur potentiel de production en vue d'atteindre à l'autosuffisance.

Il est maintenant prouvé qu'en dehors des zones septentrionales, presque tous les pays du monde peuvent produire du sucre, qu'il soit de canne ou de betterave. C'est une vérité qui a été trop longtemps ignorée, les pays subtropicaux ayant détenu pendant un grand nombre de décades un véritable monopole de fait, instauré jadis par les grandes puissances coloniales.

Dans son extension à de nouvelles zones, à de nouveaux pays, la production de la canne se heurte cependant à de sérieux obstacles dont aucun, en définitive, n'est infranchissable.

a) Le problème du **financement** se pose avec le plus d'acuité au départ. Le coût actuel d'un complexe sucrier, avec son infrastructure agricole, ses services annexes et la rémunération du capital, est de l'ordre de 3.000 francs par tonne de sucre produite. Pour être réellement rentable, un tel complexe doit être conçu pour une production de 75 à 100.000 tonnes de sucre par an. Pour bien des pays en voie de développement, ce n'est pas tant le montant global de l'investissement qui est en cause, que le choix économique qu'il implique entre différentes formes d'activité potentielles.

b) Le **problème technologique** est celui sur lequel ont buté plusieurs créations de sucreries : manque de formation des agriculteurs, insuffisance de l'infrastructure, absence de stations d'essais et de contrôle, mauvaise organisation des réceptions, déficiences de la gestion administrative. On cite le cas d'usines flambant neuves, livrées « clés en main » par de grandes firmes internationales et qui tournent péniblement au quart de la capacité prévue initialement.

Il est plus simple de construire une usine que de la faire marcher : une assistance technique à long terme est nécessaire, en Afrique noire surtout, pour donner à une sucrerie nouvellement implantée sa vitesse de croisière. A cet égard, l'exemple de la nouvelle sucrerie de Ferkessedougou, en Côte d'Ivoire, peut être cité : une équipe de techniciens et d'agronomes français, en liaison avec l'Institut de Recherche d'Agro-nomie Tropicale, a été chargée de l'infrastructure agricole et de la formation des planteurs. Son assistance se prolongera jusqu'à ce que le fonctionnement du complexe agro-industriel ait atteint un rythme optimum.

c) Le problème le plus délicat à résoudre est peut-être celui des **structures agraires** de la production, en raison de ses incidences politiques et sociales.

Les tentatives de réforme agraire effectuées dans certains pays du Tiers Monde ont souvent buté sur cet obstacle : en l'état actuel de la technologie de la canne, il n'est plus possible d'assurer la rentabilité de sa culture en créant un réseau inextricable de toutes petites plantations, en rendant insoluble le problème des réceptions à l'usine, en empêchant toute tentative de mécanisation, toute rationalisation de la culture, en acceptant des rendements lamentables et une perte énorme de la richesse en sucre de la plante.

Là encore, il y a un choix à faire entre deux types de culture : la culture de subsistance, avec son aspect sociologique (mais alors ne vaudrait-il pas mieux choi-

sir des cultures vivrières), et la culture de rentabilité en vue de l'approvisionnement collectif, voire de l'exportation.

Cette dernière réflexion amène à évoquer la crise d'adaptation que traverse le système de production traditionnel.

Une production de grande culture

Si l'on analyse objectivement l'évolution de l'économie sucrière mondiale depuis une quinzaine d'années, on constate que les données socio-économiques aussi bien que techniques de la production de la canne se sont complètement modifiées. La canne est sortie de l'ère néo-coloniale qui la marquait encore de son empreinte longtemps après que les îles à sucre aient acquis leur indépendance. Elle est devenue, ou deviendra, partout où la configuration géographique s'y prête, une production de grande culture — technologiquement aussi avancée que celle de la betterave — avec toutes les incidences que cela implique. Son expansion sera désormais le fait des pays à relief plat, disposant de vastes superficies agricoles d'un seul tenant, ayant une infrastructure industrielle diversifiée, s'appuyant sur une économie suffisamment solide pour pouvoir pratiquer des « choix » et dégager les capitaux nécessaires à un développement raisonné, libres enfin d'abandonner — sans subir de pressions sociales — les méthodes grégaires héritées de la période coloniale, et notamment la coupe manuelle, pour adopter les techniques modernes de mécanisation mises au point chez les pays les plus évolués, tels l'Australie.

Dans les îles montagneuses et surpeuplées des Caraïbes et du sud de l'Océan Indien, le maintien des structures grégaires de production et d'une extrême division des exploitations avait une justification théorique : la culture de la canne était considérée comme le meilleur fournisseur d'emploi. Une telle justification avait pour corollaire le maintien de salaires extrêmement faibles et la survivance d'une structure foncière périmée. L'exemple de Trinidad est, à cet égard, symptomatique.

A côté d'une société monopolistique, qui appartenait jadis au groupe Tate and Lyle et qui est maintenant passée sous le contrôle du gouvernement trinidadien, subsistent douze mille planteurs individuels qui cultivent au total 7.500 hectares, soit deux tiers d'hectare par planteur. A ce niveau, toute rationalisation des livraisons devient impossible, les pertes sont énormes, les rendements n'atteignent souvent que la moitié de ceux des exploitations d'usines, toute mécanisation est évidemment impossible. Les revenus sont très bas et l'homme possède des ressources inférieures à celles que lui procureraient des cultures vivrières. Or le sucre ainsi produit est exporté sur les grands marchés internationaux et valorisé, en définitive, au niveau

des sucres produits par les pays industrialisés. Trinidad exporte en effet 75 % de sa production de sucre qui est de l'ordre de 200.000 tonnes.

La mécanisation inévitable

Or dans les pays qui produisent du sucre en vue de l'exportation — et non pour l'auto-consommation — ce rôle de fournisseur d'emploi est maintenant contesté. Confrontés à une économie de marché, les exportateurs doivent se plier aux notions de rentabilité. En outre la coupe manuelle de la canne, l'un des travaux les plus épuisants qui soient au monde, rencontre de moins en moins de volontaires même dans des pays surpeuplés. Le plus grand exportateur mondial, Cuba — dont la production sucrière n'a pratiquement pas augmenté depuis la révolution — vient de réviser totalement ses conceptions en la matière et se tourne résolument vers la mécanisation de la récolte. On estime que 30 % de la coupe a été effectuée mécaniquement en 1975. D'après une déclaration officielle, la totalité de la récolte devrait être accomplie mécaniquement en 1980. (En fait une telle proclamation paraît nettement optimiste lorsqu'on pense au relief montagneux de l'île qui interdit physiquement la coupe mécanique d'au moins 20 à 25 % des cannes cultivées).

Avec la mécanisation et tout le système technologique qui l'accompagne, la canne se trouve intégrée à un circuit économique coûteux qui la valorise et lui donne accès à des notions de prix de revient et de rentabilité incompatibles avec l'absence de garantie et l'instabilité des cours qui ont été, hier encore, la loi du marché mondial du sucre.

Les perdants...

Pour les raisons techniques, sociales, foncières ou purement géographiques évoquées, un certain nombre de producteurs traditionnels du Tiers Monde — dont l'importance dans les échanges mondiaux était jadis prépondérante — se révèlent incapables de suivre l'expansion des besoins mondiaux, voire de maintenir leur production au niveau antérieur.

— La production des anciennes Antilles britanniques accuse une baisse sensible depuis quinze ans. D'environ un million de tonnes à cette époque, la production d'ensemble de ces pays est tombée au niveau de 700 à 750.000 tonnes aujourd'hui (alors que la production mondiale augmentait de 40 %).

— L'île Maurice n'a aucun espoir d'accroître sa production dont le plafond est de 750.000 tonnes.

— La République Dominicaine, les Philippines, aidées par les Etats-Unis, ont réussi à relever leurs productions après une période de longue stagnation. Il ne semble pas que les Philippines puissent espérer dépasser les 2,5 millions de tonnes actuellement atteints, dont 1,4 million est destiné au marché des

Etats-Unis. De même la République Dominicaine dont la production oscille entre 1,1 et 1,2 million de tonnes — dont 750.000 sont vendues aux Etats-Unis — ne semble pas en mesure, pour des raisons structurelles, de pousser plus loin son expansion.

— Cuba, malgré de multiples déclarations d'intention, reste enfermée dans la fourchette des 5 à 6 millions de tonnes.

— La production de Porto-Rico s'est totalement effondrée, pour des raisons de restructuration agricole, passant d'un million de tonnes dans les années 60 à moins de 300.000 tonnes aujourd'hui.

...et les gagnants

Tandis que les exportateurs traditionnels étaient victimes d'une « fatalité historique », on assiste, un peu partout dans le monde, à la naissance de nouveaux « grands » de la canne. Cette croissance s'effectue en vertu d'une loi de sélectivité naturelle : les pays qui ont la plus grande potentialité de production mènent l'expansion.

Il s'agit de pays de grande culture, ayant de larges possibilités de mécanisation. Pour plusieurs d'entre eux, qui disposent encore d'une main-d'œuvre relativement abondante et extrêmement mal payée, le passage à la mécanisation a été retardé : il aura lieu, inévitablement, lorsque la hausse des salaires ou la raréfaction des coupeurs manuels posera le problème en termes de rentabilité. Dans les grandes exploitations de l'Etat de Sao Paulo, au Brésil, la canne est encore, provisoirement, récoltée à la main.

— Le Brésil est devenu le leader de l'expansion sucrière mondiale. Sa production est passée de 3,2 millions de tonnes en 1960 à 7,5 millions de tonnes en 1975. Ses possibilités sont encore énormes. Le cap des dix millions de tonnes sera franchi avant 1980. Mais la croissance démographique du pays est telle que ses besoins intérieurs se sont développés considérablement, passant de 2,5 millions de tonnes en 1960 à 4,6 millions de tonnes en 1974.

Ainsi le Brésil, contre toute apparence, a eu un développement sucrier remarquablement équilibré puisque 50 % du tonnage gagné depuis quinze ans a été à l'auto-consommation et 50 % à l'exportation vers un marché mondial qui en avait un urgent besoin. Dans la structure actuelle du marché brésilien, les exportations ne représentent que de 33 à 35 % de la production, alors qu'à Cuba la proportion, pour 1974, était de 92,7 % !

— Comme le Brésil, le Mexique dispose d'une infrastructure semi-industrialisée et de vastes surfaces disponibles. Sa production a doublé en quinze ans, passant de 1,5 million de tonnes en 1960 à 3 millions en 1975. Mais son taux d'expansion démographique est l'un des plus élevés du monde et sa consommation de sucre a également doublé en quinze ans, atteignant

aujourd'hui 2,4 millions de tonnes, de sorte que les exportations mexicaines n'ont qu'un niveau modeste et raisonnable, situé entre 500 et 600.000 tonnes représentant moins de 20 % de la production.

— La production de l'Argentine atteint aujourd'hui 1,6 million de tonnes contre 800.000 il y a quinze ans et la Colombie qui a dépassé un million de tonnes, pour la première fois, en 1975, contre 400.000 tonnes en 1960.

— La Thaïlande a encore des structures agricoles très disséminées et des méthodes de travail assez archaïques, mais elle bénéficie de conditions climatiques exceptionnellement favorables à la culture de la canne, de sols fertiles et de surfaces disponibles quasiment illimitées. La production thaïlandaise de sucre n'était que de 150.000 tonnes en 1960. Elle dépasse actuellement un million de tonnes, dont près de 600.000 sont disponibles pour l'exportation.

Enfin, dans le camp des leaders de l'expansion figurent deux pays industrialisés qui ont acquis une place importante dans le commerce sucrier mondial : l'Australie et l'Afrique du Sud.

— En Australie, la rationalisation de la culture a été poussée à son niveau le plus élevé : la récolte est mécanisée à 100 %, le perfectionnement des méthodes de transport et de réception à l'usine est tel que la canne entre en fabrication douze heures seulement après avoir été coupée, ce qui élimine toute perte de sucre intermédiaire. Compte tenu du volume global de sa production, l'Australie a les rendements en sucre les plus élevés du monde. Sa production est aujourd'hui d'environ 3 millions de tonnes (contre 1,5 million en 1960), dont 2 millions sont exportés.

— Avec une production de 2 millions de tonnes, dont un million est exporté, l'Afrique du Sud est le second pays industrialisé où le sucre de canne est produit en vue de l'exportation. Il n'y en a pas d'autres.

L'Inde, la Chine, les Etats-Unis et les autres...

Une troisième catégorie de producteurs existe : celle des pays où la canne est cultivée en vue de l'auto-suffisance. Elle est à la fois la plus importante et celle dont on parle le moins car l'information sucrière est surtout alimentée par les nouvelles concernant les échanges internationaux, les bourses du sucre, ou la préparation d'accords dont le thème invariable est la régularisation du commerce mondial.

— L'Inde consomme aujourd'hui près de quatre millions de tonnes de sucre et en produit de 4 à 5 millions selon les années, les exportations devant être considérées plus comme une soupape de sécurité que comme la réalisation d'un plan délibéré.

— La Chine importe encore de 700 à 800.000 tonnes de sucre par an, mais il est hors de doute que ces achats extérieurs ne constituent qu'un expédient

provisoire. Sa production de sucre de canne était estimée à 2.900.000 tonnes en 1974 par l'Organisation Internationale du Sucre (à côté d'une production de sucre de betteraves estimée à un million de tonnes).

— Les Etats-Unis eux-mêmes, les plus gros importateurs du monde, semblent se tourner aujourd'hui vers une expansion de leur production intérieure, en misant aussi bien sur la canne que sur la betterave. Leur production de sucre de canne a plus que doublé en quinze ans, passant de 650.000 tonnes à environ 1,5 million de tonnes (celle du sucre de betterave est estimée, pour sa part, à 3,4 millions de tonnes).

D'une façon générale, les soubresauts extraordinaires qui ont secoué le marché mondial du sucre en 1974 et la crainte d'une carence des exportateurs traditionnels, incapables de faire face à l'expansion des besoins dans des conditions raisonnables, incitent de plus en plus de pays consommateurs du Tiers Monde à fonder ou à développer leur propre production.

Chaque jour apporte l'annonce d'un nouveau projet industriel portant sur la création ou l'extension d'une sucrerie de canne. Il est à craindre que certains de ces projets, dont la liste impressionnante vient d'être publiée par l'agence allemande F.O. Licht, ne soient trop ambitieux et visent à l'exportation.

L'illusion du marché mondial

Or il est probable que le marché mondial va perdre de plus en plus de son importance relative : en effet, les acheteurs traditionnels sont des pays industrialisés, tels le Japon, les Etats-Unis, le Canada, dont les besoins ont atteint leur niveau de saturation et risquent même de diminuer.

Au contraire, les pays du Tiers Monde et particulièrement ceux d'Asie constituent le plus grand marché potentiel. Ces pays-là, à terme, ne seront pas des importateurs. Ils produiront leur sucre ou l'achèteront dans le cadre d'accords régionaux. Il n'est pas exclu, à l'extrême, que les cours du marché libre restent déprimés dans un climat général d'expansion des besoins. Le cours mondial, dans sa structure de formation actuelle, est un « amplificateur de tendances » anarchique et non pas un simple baromètre du marché. Il n'est pas le reflet de la situation statistique réelle et il méconnaît toute notion de prospective à long terme. Enfin, il néglige toute référence aux prix de revient lors des fluctuations à la baisse. Son caractère spéculatif est évident. La présence sur le marché, à un moment donné, d'un très faible excédent suffit à déclencher, par exemple, un mouvement artificiel de baisse en contradiction formelle avec la conjoncture. Il semble difficilement concevable qu'un pays du Tiers Monde, désireux de couvrir ses besoins en sucre, nourrisse également l'ambition d'avoir accès à un système d'une telle insécurité.

Une autre réflexion concerne la qualité des sucres : s'il est un produit en vue de l'autoconsommation, le sucre de cannes des pays du Tiers Monde est aujourd'hui du sucre blanc, directement consommable, alors que les transactions effectuées sur le marché mondial exigent généralement du sucre brut qui doit être traité dans les raffineries des pays industrialisés. De telles transactions placent fatalement les exportateurs en voie de développement sous la dépendance des grandes sociétés de raffinage.

Des accords inadaptés

Enfin, le problème de l'Accord International sur le Sucre et des garanties qu'il devrait apporter aux producteurs de cannes en voie de développement, mérite au moins quelques remarques très générales.

L'objectif essentiel des anciens Accords, depuis 1937, a été la recherche de la stabilité d'un marché d'exportation qui était pratiquement entre les mains d'une dizaine de producteurs traditionnels aux économies profondément déséquilibrées et aux ambitions démesurées. Ces Accords ont toujours eu un aspect restrictif et n'ont jamais tenu compte de l'expansion potentielle des besoins. Ils ont toujours été tenus en échec par la simple réalité climatique, car ils semblaient ignorer l'alternance des saisons, la succession des bonnes et des mauvaises récoltes, des excédents et des déficits. Ils ont toujours agi par des mesures « a posteriori ».

Ce qu'il faudrait aujourd'hui, c'est rassembler autour d'un vaste plan d'expansion à long terme, la totalité des producteurs mondiaux, c'est-à-dire les 72 % qui n'exportent pas de sucre, les 15 % qui adhéraient à des accords préférentiels et les 13 % pour qui les anciens accords étaient faits sur mesure. (Ces pourcentages sont indiqués en volumes de production).

Les seules tentatives d'information et de prévision sur l'évolution sucrière mondiale ont été faites à l'initiative des producteurs européens groupés autour de la CIBE et du CEFS. Pour la première fois en novembre 1971, à Bruxelles, les producteurs du monde entier ont pris collectivement conscience des réalités démographiques et de l'immensité des besoins potentiels. Deux autres colloques, réunis à Paris en 1972 et à Londres en 1975, ont tenté d'examiner les perspectives de production mondiale et de les confronter à la prévision des besoins.

Entre temps la situation statistique s'est profondément dégradée : l'insuffisance de la production qui plafonne depuis quatre ans entre 80 et 83 millions de tonnes, l'absence totale de stocks disponibles (le stock comptable figurant au bilan mondial est un stock inutilisable qui reste figé en dessous de 16 millions de tonnes depuis quatre ans), ces deux éléments bloquent une consommation dont la progression prévisible aurait dû être d'environ 4 % par an si l'offre avait précédé la demande.

Cette crise persistante est profondément structurelle. Elle succède aux multiples périodes d'instabilité connues depuis seize ans. Je prends volontairement pour référence l'année 1959, qui a vu en même temps la production mondiale franchir le cap des 50 millions de tonnes et Cuba rompre avec les Etats-Unis.

L'économie sucrière mondiale, avec ses structures commerciales et ses accords protectionnistes, a été surprise par une expansion des besoins à laquelle elle ne s'était pas préparée. La montée du Tiers Monde et l'apparition des nouveaux pouvoirs d'achat a pour corollaire la division extrême d'un marché sucrier qui, dans ses nouvelles couches, se développera en marge des grands courants d'exportation. Dans la mesure où les nouvelles productions restent à l'intérieur de frontières bien délimitées et relativement étanches, elles peuvent échapper aux lois d'airain de la compétitivité, elles peuvent même avoir un caractère semi-industriel. Ne parle-t-on pas de « mini-usines », voire de « micro-usines », adaptées à des systèmes économiques primaires ?

Au contraire, lorsqu'un nouveau producteur veut avoir accès au marché mondial, il doit se soumettre aux lois implacables et souvent contradictoires de la concurrence et de la rentabilité. Cela implique une culture rationalisée, de grandes unités de fabrication automatisées, des moyens de stockage et de chargement, enfin une économie diversifiée permettant de traverser les périodes de dépression du marché. Dans une certaine mesure, on peut dire que les systèmes de production des pays industrialisés sont mieux adaptés à l'exportations que ceux des pays en voie de développement. L'exemple de l'Australie en est la plus brillante illustration.

Sortir de la stratégie

Ces réflexions sur l'avenir de la canne à sucre sont évidemment très incomplètes et ne constituent ni une théorie d'école ni une prévision scientifique. Mon hypothèse est que l'économie sucrière perdra de plus en plus, à l'avenir, son caractère stratégique et continuera son expansion à travers le développement des productions d'auto-suffisance des pays du Tiers Monde.

LE SUCRE

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU GROUPE (*)

Le groupe de travail, après avoir entendu le rapport de M. Wintrebert (1) et avec la participation active de M. Delaunoy, tient rapidement pour acquises les perspectives d'expansion de la consommation mondiale qui est passée de 9 millions de tonnes entre 1900 et 1974. Cette expansion sera principalement liée à l'accroissement déjà en cours des consommations encore faibles, particulièrement en Amérique latine, Afrique et Asie, sous l'influence de la poussée démographique, de l'accroissement des pouvoirs d'achat et d'un passage à des modes d'alimentation jugés plus modernes. Le président rappelle que si l'expansion de la consommation est certaine pour l'avenir, son ampleur effective peut difficilement être prévue avec précision : le sucre, comme fournisseur de calories métabolisables a de nombreux substituts et, comme édulcorant, il peut se heurter à une éventuelle concurrence de produits de synthèse. La marge d'action des pouvoirs politiques sur le volume consommé pourrait ne pas être négligeable et l'expansion massive prévisible des besoins théoriques ne fait pas pour autant du sucre un produit « stratégique » comparable aux céréales ou aux sources de protéines.

(*) Ce compte-rendu des activités du groupe de travail n° 3 (12 février 1976) a été préparé par G. SEVERAC.

(1) J. WINTREBERT. — Les perspectives de développement de la canne à sucre. Ci-après, page

Il reste que l'expansion des débouchés affaiblit la traditionnelle rivalité entre producteurs de betteraves à sucre et producteurs de canne à sucre.

L'actuelle prolifération de projets de sucreries, particulièrement dans les pays en voie de développement, vise à réduire la dépendance à l'égard des importations, autant, sinon plus, qu'à accroître leur part dans les exportations mondiales. La rentabilité de ces projets n'est pas toujours assurée ; ceci tient moins à l'inefficacité des cours mondiaux qu'à des choix d'implantation critiquables, à des gestions industrielles déficientes et à une production agricole d'amont qui n'est pas toujours en mesure de fournir à des coûts satisfaisants l'approvisionnement en matières premières sucrières de qualité.

La production de betteraves à sucre, dans les pays industrialisés de la zone tempérée, est en mesure d'approvisionner le plus souvent correctement les usines lorsqu'elles existent. Le cas de la canne à sucre est plus complexe et l'investissement industriel n'est pas, dans le cas des pays tropicaux, un moyen toujours suffisant pour faire disparaître les goulots d'étranglement à l'expansion de la production sucrière.

Les limitations à l'expansion de la production sucrière ne tiennent guère aux superficies : sauf cas particuliers (iles par exemple) les superficies disponibles théoriquement dans le Monde pour la production de betteraves ou de canne excèdent largement l'expansion des besoins